

Trésorerie : les syndicats s'élèvent contre refonte des services entre Oloron et Orthez



Centre des finances publiques d'Orthez, impôts, perception, trésor

Les syndicats s'insurgent contre la réorganisation des services des impôts entre Oloron et Orthez annoncée pour 2020. La direction prévoit de concentrer le gros du service des impôts des entreprises dans la cité Fébus et celui des particuliers dans le Haut-Béarn.

Pour faire entendre leurs griefs contre le projet de réorganisation des services fiscaux dans le 64 (n. éd. du 2 juillet) annoncé à l'horizon 2022, l'intersyndicale des Finances publiques 64 empoigne son bâton de pèlerin et attaque la tournée des élus.

Lundi, une délégation a ainsi été reçue par le député David Habib afin de détailler leurs arguments contre un projet synonyme à leurs yeux de « casse du service public ». Des qualificatifs qu'ils attribuent aussi bien à la transformation envisagée des « petites trésoreries » en « accueils de proximité », qu'à la réorganisation des services en cours d'affinage au sein des pôles intermédiaires que sont Oloron et Orthez.

Si les deux cités accueillent pour l'instant chacune un service des impôts aux particuliers (SIP) et un service des impôts aux entreprises (SIE), cet ancrage local est selon les syndicats menacé par le chamboule-tout en préparation. **« La directrice nous a présenté son projet. Dès le 1er janvier 2020, Orthez deviendrait le SIE Orthez-Oloron et Oloron deviendrait le SIP Oloron Orthez »**, résume Éric Manry, co-secrétaire de la section CGT-FP 64.

Maintien d'antennes

« Concrètement, le particulier d'Orthez dépendrait du centre d'Oloron. Inversement, le professionnel d'Oloron dépendrait de la structure d'Orthez », continue-t-il, peu rassuré comme ses pairs par l'annonce du maintien « d'une antenne » des services transférés. Une défiance suscitée notamment par le peu d'infos officialisées sur les missions attribuées à ces antennes et les effectifs qui y seraient affectés. Le tout renforcé par le souvenir des suppressions de postes enregistrées ces dernières années.

« Qu'est ce que cela change pour l'utilisateur ? Par exemple, pour la campagne de déclaration des revenus, est ce que l'accueil aujourd'hui offert à Orthez et Oloron sera le même ? Une antenne, cela ne veut rien dire ! », souligne Jean Bernet, secrétaire FO- DGFIP 64. **« Cela s'est fait dans d'autres départements... Une antenne, c'est juste une petite structure laissée là pour permettre aux agents de prendre leur retraite avant de disparaître »**, renchérit Michel Dussau, co-secrétaire de Solidaires 64, pour qui ces antennes tiennent de « l'écran de fumée cachant un recul du service public ». Mais aussi d'un premier pas vers le « démantèlement » des implantations dans la cité Fébus comme en Haut-Béarn. Une perspective qui a déjà suscité quelques mouvements de grogne ces derniers mois. « L'objectif de la direction est clair : fermer Orthez et Oloron. La difficulté, c'était qu'avec quatre services, il est compliqué de faire ça en une opération », assure Jean Bernet.

Invitée à réagir, la direction réfute toutefois à nouveau toute volonté de fermeture à moyen ou long terme. **« Ce n'est pas prévu »**, affirme Isabelle Bertrane, responsable de la communication, avant de marteler que le projet de réorganisation n'est pour l'instant parvenu qu'au stade des ébauches préparatoires.

La direction tempère

« Une phase de concertation va s'ouvrir. Pour l'instant, rien n'est arrêté. Pour les accueils de proximité, il y aura des échanges avec les élus pour définir les besoins de présence. Tous les jours, quelques jours par semaine, tous les jours à certaines périodes de l'année... Tout cela est ouvert à la discussion. »

Un chantier en cours auquel n'échappent pas Orthez et Oloron. Selon la direction, il est ainsi un tantinet prématuré de s'avancer sur les contours de l'accueil et des tâches assumées dans les antennes. Idem pour le nombre de fonctionnaires maintenus sur chaque site. « **Rien n'est arrêté en matière d'effectifs. C'est trop tôt** », continue celle qui se veut rassurante sur le maintien des liens avec le territoire et ses usagers. « **Ce qui est proposé, c'est de concentrer la gestion. On a considéré qu'elle peut se faire à distance. Mais pour l'accueil des usagers et le conseil aux élus, il y aura toujours une relation de proximité.** »



Des «accueils de proximité» à Arthez, Mourenx et Monein

La réorganisation destinée par ses promoteurs à renforcer le maillage territorial des services publics en faisant passer de 29 à 34 le nombre de communes hébergeant des services fiscaux touchera d'autres villes du territoire de Lacq-Orthez. Les actuelles trésoreries d'Arthez, Mourenx et Monein seront ainsi transformées en « accueils de proximité ». Une dénomination aux contours opérationnels encore flous, dans lesquels les syndicats voient le loup. « La trésorerie est une structure de pleine compétence, avec des heures d'ouvertures régies et une caisse pour que les contribuables puissent payer en espèces », rappelle Éric Manry, qui craint avec ses collègues un service dégradé, avec la présence de « facilitateurs » de démarches moins versés dans les arcanes fiscales que les actuels agents des trésoreries. Une crainte partagée par de nombreux élus, du député D. Habib au maire de Mourenx P. Laurent. Lors de la réunion de concertation organisée à la préfecture ce vendredi, le premier affiche ainsi sa détermination à batailler. « Si on travaille sur la même carte, je m'en vais. Je ne peux pas cautionner un tel démantèlement de cette administration », explique-t-il.